

Bettencourt les dessous d'une réconciliation

Le Point

Le Point

www.lepoint.fr Hebdomadaire d'information du jeudi 9 décembre 2010 n°1995

M 02405 - 1995 - F: 3,50 €

Paris coule-t-il ?

Les dossiers noirs de l'ère Delanoë

Logement, circulation, impôts,
embauche des fonctionnaires...



BERTRAND GARDEL/HEMIS.FR

Contre la malbouffe des grandes surfaces : les nouveaux secrets de

LA FRANCE GOURMANDE

Les ratés de Delanoë & Co



Finances.

Le maire de Paris a « explosé les compteurs » de la ville en bâtissant sans compter. Retour sur une frénésie dépensière.

PAR PATRICK BONAZZA

Remboursez ! Retour de Mexico, un fonctionnaire de la ville de Paris a dû remettre les 17,92 euros (sur une enveloppe de 2 000 euros) inutilisés lors du voyage au maire de Paris. Qu'on se le dise, Bertrand Delanoë, qui a subi au début de l'automne quelques attaques concernant les salaires de ses hauts fonctionnaires et aussi ses propres émoluments, ne laisse plus rien pas-

Contestés. Les choix budgétaires de Bertrand Delanoë et de son équipe (à sa gauche Christophe Girard, adjoint chargé de la culture) sont fortement remis en question par l'opposition municipale.

ser. L'homme, qui a le sens du détail, sait être vétilleux. Après le laisser-aller, la reprise en main. Moins de fiestas, moins de com, moins de fournitures de bureau... La ville de Paris découvre une rigueur toute symbolique : 50 millions d'économies prévues en 2010 sur un budget de 7,4 milliards. « C'est peu, mais c'est bien là une manière d'avouer que les compteurs ont explosé », dit Jean-François Lamour, président du groupe UMP au Conseil de Paris. ■■■

■ ■ ■ Et c'est vrai que les finances de la ville galopent. L'endettement a presque doublé depuis le début de la première mandature Delanoë en 2001. Les dépenses ont suivi. Ainsi, jamais, sous Chirac ou Tiberi, les Parisiens n'ont considéré que leur ville était sous-administrée. A l'époque déjà, les fonctionnaires municipaux étaient plus nombreux que les fonctionnaires européens. Qu'importe ! Bertrand Delanoë a embauché à tour de bras jusqu'en 2008 : 8 900 personnes, prétendent ses services ; au moins 10 000, affirme l'opposition. Bernard Gaudillère, adjoint au maire chargé des finances, n'a aucun état d'âme pour justifier les embauches, qui portent à quelque 50 000 le nombre de fonctionnaires municipaux. Un gros tiers des arrivants sont liés à de nouveaux équipements (crèches, écoles...) ; un tiers, plus modeste, aux accords (très généreux) sur la réduction du temps de travail et... un tout petit tiers, enfin, à la titularisation de contractuels, ce que l'on appelle la « déprécarisation ». Un mouvement sans fin, car aujourd'hui, selon l'opposition, ce sont à nouveau 3 000 vacataires qui attendent d'être titularisés. Trop, c'est trop. Dépassée par cette noria, la mairie, aveu de mauvaise gestion, a stoppé toute embauche depuis 2008.

« Superfiscalisation ». Et paie ses excès. Lors de sa dernière campagne électorale, Delanoë avait bien annoncé qu'il augmenterait les impôts en 2009 et en 2010. Sauf qu'il avait omis de dire de combien. Or, ces jours-ci, en découvrant leur feuille d'imposition, les Parisiens l'ont un peu saumâtre. Merci, monsieur le Maire ! Un exemple : un couple de propriétaires occupant 70 mètres carrés rue d'Alésia, dans le 14^e, a vu, entre 2008 et 2010, son addition pour les deux taxes (foncière et habitation) passer de 1 211 euros à 1 582 (soit plus de 30 % !). Pour faire bon poids, la taxe prélevée sur leur emplacement de parkings s'est envolée, elle, de 86 euros à 121 (40 %). Pendant ce temps, le maire tient des propos lénifiants dans les gazettes en

expliquant que les taux n'ont augmenté que de 8 % en 2010. Feignant d'ignorer que l'assiette s'est élargie, et surtout qu'en 2009 les financiers de l'hôtel de ville ont créé un impôt départemental, ce qu'autorise d'ailleurs la loi – Paris est à la fois une ville et un département.



« Surfiscalisation », « matraquage » : l'opposition UMP ne fait pas dans la dentelle. « Malhonnête », dit-on à l'hôtel de ville, où l'on rappelle que, durant la première mandature Delanoë, les impôts n'ont pas bougé et que, jusqu'à 2014, ils ne bougeront plus. Paris reste d'ailleurs la ville la moins imposée de l'Hexagone. En 2010, la taxe foncière moyenne s'y établit à 600 euros, contre 645 à Lyon, 825 à Marseille, 1 082 à Bordeaux. Même gradation pour la taxe d'habitation.

« D'accord, admet Lamour. Mais ce n'est pas une raison pour en profiter. A Paris, tout coûte plus cher, du logement à l'alimentation en passant par les restaurants et le petit noir au zinc. » « Le pire, ajoute-t-il, c'est que, pendant que nos taxes flambent, la municipalité engrange comme jamais des droits de mutation. » La reprise du marché de l'immobilier dans la capitale contribue en effet à doper ses recettes. Compté tenu des sommes déjà accumulées depuis le début de l'année (927 millions d'euros fin octobre), les impôts perçus sur les ventes de logements battent tous les records en 2010. « Notre maire est spéculo-dépendant », s'amuse Lamour.

Au moins Delanoë, spéculateur socialiste, ne se met-il pas en porte-à-faux vis-à-vis de ses militants, car il recycle une large partie de ses gains dans le logement social. « On

Inflation. A Paris, entre 2008 et 2010, les taxes foncières et d'habitation ont augmenté de plus de 30 %.

dépense aujourd'hui à Paris au rythme des Trente Glorieuses », affirme Françoise Fromonot, architecte et professeur à l'Ensa. « C'est vrai, reconnaît Bernard Gaudillère, le logement social est notre priorité. » Pour construire ses 70 000 logements, la ville préempte à tout va. Et brûle les étapes. La loi SRU fait obligation d'avoir un parc de logements sociaux d'au moins 20 % à l'horizon 2020. « Nous serons prêts dès 2014 », dit l'élu chargé des finances. « On favorise les plus modestes et tant pis pour les classes moyennes », grince l'opposition. Qui, toutefois, retient ses critiques sur le sujet, tout comme elle a du mal à partir en guerre contre la construction de crèches, de piscines, de bibliothèques, d'écoles ou de collèges, voire d'espaces verts.

Tout de même, investir aussi massivement dans le social n'est peut-être pas la panacée. Un vrai puits sans fond, plutôt. Plus il y a d'offres, plus il y a de demandes. Les Franciliens modestes qui travaillent à Paris l'ont bien compris, qui s'inscrivent dans la longue file des demandeurs de logement à Paris. Cet effort « colossal » (dixit Françoise Fromonot) est pour une large part responsable de l'envol des investissements de la ville (1,6 milliard d'euros en 2010), plus de deux fois supérieurs en rythme de croisière que sous l'ère Tiberi. S'endetter ? Paris a encore de la marge : sa dette représente 40 %



Vivier. La construction d'écoles et de crèches (ici, à Boucicaut) a nécessité l'embauche de nombreux agents publics.

de ses recettes, contre 80 % en moyenne en France pour les villes de plus de 100 000 habitants. Oui, mais au rythme où l'on va... L'agence de notation Standard & Poor's, dans une note d'octobre,



Critique. Jean-François Lamour, président du groupe UMP au Conseil de Paris.

« sans hésitation confirmé le triple A de Paris, faisant tout de même remarquer que « la capacité d'autofinancement de la ville est structurellement moins solide et son endettement est moins soutenable qu'au cours du précédent mandat ».

Si, au moins, on préparait l'avenir. Mais, sur les 9,5 milliards d'investissements de la seconde mandature, seul un « petit » milliard est consacré à l'innovation, la recherche et les universités. C'est sans doute ce qui fait dire à l'économiste Christian Saint-Etienne, élu du centre, que « Delanoë a une Fer-

rari mais roule en première ». Jean-Louis Missika, l'adjoint chargé du fameux milliard, semble avoir toutes les peines du monde à distribuer les crédits. Dont une bonne part semble devoir aller à... l'immobilier (locaux universitaires, logements pour chercheurs...), comme si c'était le seul moyen d'attirer des intelligences. A croire que le maire, politique passionné, a fondé une entreprise de BTP, la Delanoë & Co. Spécialisée dans les bâtiments administratifs et les HLM, elle utilise aussi les deniers publics à faire et refaire des couloirs de bus, mettre des chicanes, tracer des pistes cyclables à contre-courant... Depuis l'avènement de Delanoë, la capitale aurait dépensé 1,8 milliard d'euros rien que pour la voirie.

Primes indécentes. Problème: quand il s'attaque à des projets plus originaux, le chef de chantier perd son coup de truelle. Le 104 ? Un bide. Le stade Jean-Bouin ? Un cadeau coûteux au Stade français. Les Halles ? De l'argent en l'air pour la canopée et les jardins, quand le sous-sol et ses commerces sont offerts à une compagnie

privée, Unibail. De quoi ternir la réputation de manager que le maire aime entretenir. Car, en plus de sa propension à dépenser, il a commis d'explicables négligences. Ainsi a-t-il laissé gonfler inconsidérément les effectifs de ses services de communication – avant de les réduire. Il a payé avec des fonds municipaux les salaires d'employés d'une mutuelle de fonctionnaires proches de la CGT, ce qui atténue la portée de sa dénonciation des emplois fictifs du RPR sous Jacques Chirac. Delanoë a aussi totalement lâché la bride à ses hauts fonctionnaires, qui se sont octroyé des primes indécentes (jusqu'à 40 000 euros par an). Le scandale, révélé par la chambre régionale des comptes, a été tel que le maire s'est trouvé contraint de réduire ces primes. Enfin, *last but not least*, Delanoë n'a pas oublié de s'augmenter lui-même (51 % !): selon *La Tribune*, son salaire et ses indemnités mensuelles sont passés de 7 123 euros en 2001 à 10 782 en 2010, après ajustement à la baisse l'an dernier. Trop tard, le mal était fait. L'image de Delanoë est désormais floutée ■

Pas de cadeaux

Avec Delanoë, la municipalité a considérablement augmenté les redevances réclamées à divers établissements. Ainsi, la Croix-Catelan verse 2,9 millions d'euros à la ville, contre 1 310 000 euros en 2005; les hippodromes d'Auteuil et de Longchamp, 7,5 millions, au lieu de 905 000 euros; les antennes de la tour Eiffel, 7,7 millions, contre 5,8; les colonnes Morris, 10 millions, au lieu de 1,8 million...

Préemptions tous azimuts

Un immeuble boulevard Henri-IV (4^e), un autre rue Boulay (17^e), un troisième à 100 mètres du Trocadéro...: pour parvenir à 20 % de logements sociaux à Paris en 2014, la mairie de Paris préempte à tout-va. « Elle visite systématiquement tout immeuble mis en vente », constate Emmanuel de Poulpiquet, directeur de Féau Immobilier Marais. Et s'intéresse particulièrement aux ensembles de 20 à 30 logements. Et ce quel que soit le quartier. La ville a ainsi tenté d'acquérir l'immeuble qui jouxte le célèbre hôtel des Ambassadeurs de Hollande, dans le Marais. Car elle a tout pouvoir: soit le vendeur accepte son prix, plutôt « bas », établi après expertise des Domaines, soit il conserve son bien.

Reste que la crise du logement à Paris n'a jamais été aussi forte! « Avec la flambée des prix et des loyers, de moins en moins de Parisiens peuvent se loger, et pas seulement les pauvres. C'est vrai également des classes moyennes », explique Jean-Yves Mano, adjoint au maire chargé



Bâtisseur. Jean-Yves Mano, adjoint chargé du logement, pose la première pierre de l'îlot Caillié, dans le 18^e.

du logement. En neuf ans, le nombre de demandeurs de logement social est passé de 92 000 à 112 000 (+ 21 %). Pour y faire face le mieux possible, la ville achète (16 000 logements depuis 2001), construit elle-même des logements sociaux (Claude-Bernard, Batignolles...), impose aux promoteurs des règles strictes en nombre (25 %, voire 50 % de logements sociaux pour l'immeuble qui remplacera par exemple le garage Renault de la rue de la Pompe), mais aussi augmente le loyer (17 €/m² pour un prix de marché de 22 à 35 € selon les arrondissements).

Alors, Paris, la ville des plus aisés et des plus aidés? Inquiétant: en dix ans, le nombre de banlieusards qui demandent un logement social est passé de 6 000 à 26 000. Jean-Yves Mano s'en défend. Et de citer le prêt Paris à taux zéro, ses aides

à l'accession qui ont permis à plus de 13 000 Parisiens d'acheter ou encore ses aides financières au logement. Bertrand Delanoë devrait annoncer dans les prochains jours leur extension aux personnes âgées ■ L.A.

Les dossiers qui fâchent



Polémique.
Plusieurs chantiers lancés par la mairie sont sous le feu des critiques.

PAR DOMITILLE ARRIVET, JÉRÔME CORDELIER
ET DENIS DEMONPION

A l'assaut des voies sur berges

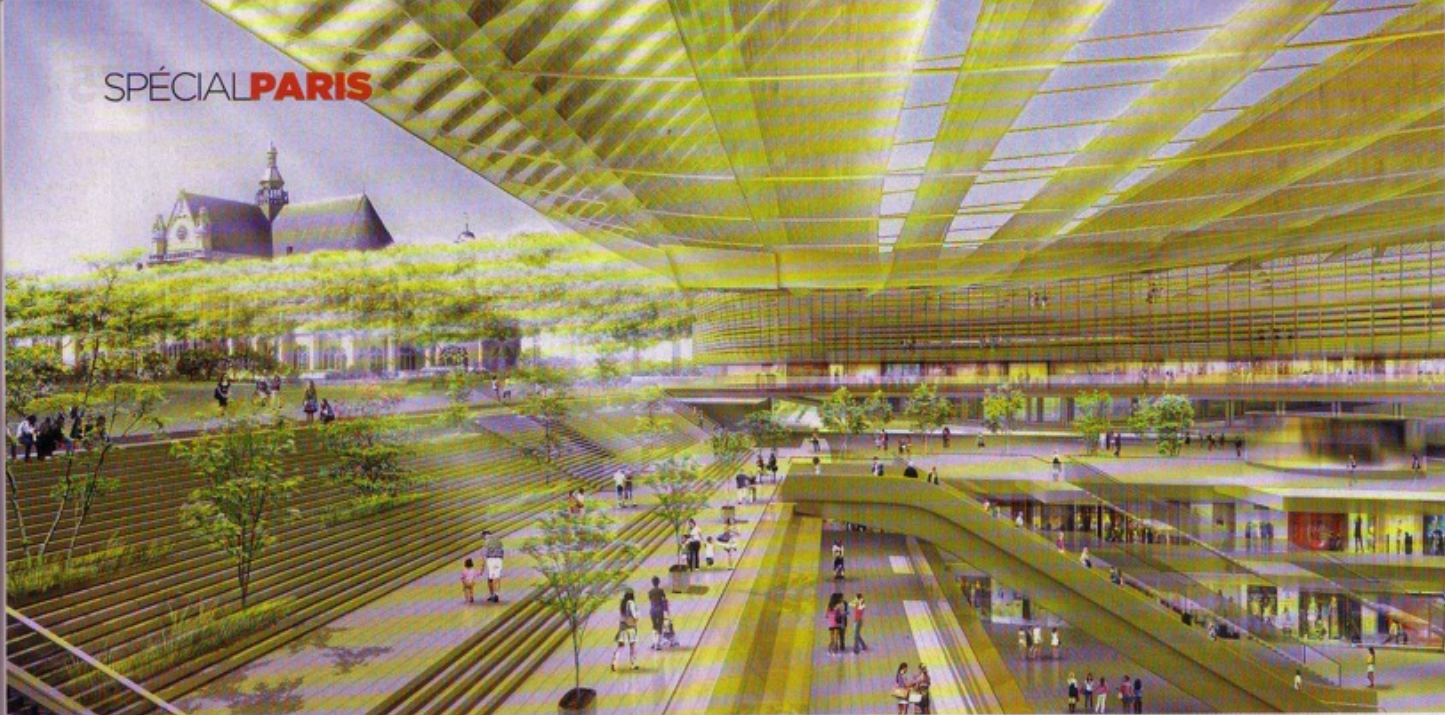
C'est le dernier grand projet de la mandature : reconquérir les bords de la Seine, en fermant notamment les quais rive gauche, entre le musée d'Orsay et le pont de l'Alma. Selon Bertrand Delanoë, les 2 000 véhicules/heure qui y circulent aux heures de pointe n'auront qu'à passer

au-dessus, sur les voies qui longent le ministère des Affaires étrangères jusqu'à l'esplanade des Invalides. En bas, sur ces 2,3 kilomètres de voies dévolues chaque dimanche après-midi aux rollers et aux vélos, les Parisiens trouveraient à demeure dès 2012 des terrasses (ensoleillées), des jardins (flottants), des équipements de sport (dernier cri), des promenades (vertes), des guinguettes, ainsi que, sous le pont Alexandre-III, une boîte de nuit. « Des structures légères qui puissent répondre à une crue décennale », souligne Anne Hidalgo, première adjointe. Coût de ce projet destiné à venir à bout de la résistance des automobilistes : 40 millions d'euros, plus 2 millions de coût de fonctionnement chaque année. Rachida Dati, maire UMP du 7^e, dont dépend ce

Cinéma flottant.

Au musée d'Orsay, projet descendant sur la Seine.

tronçon de voirie, enrage. Par un sondage express, elle a opportunément consulté ses administrés sur la question. Sans surprise, ils se sont prononcés à 90 % contre cette fermeture, qui aurait pour conséquence de troubler la quiétude de leur quartier. Dans les Hauts-de-Seine, les élus font front : « La fermeture pénaliserait des dizaines de milliers de banlieusards qui rentrent le soir par ces quais », proteste Jacques Gautier, président de l'Association des maires du département. Quant à Jean-François Lamour, le président du groupe UMP au Conseil de Paris, il propose un contre-projet comprenant des activités économiques « rentables » et des cultures maraîchères bio... Le Conseil de Paris statuera début janvier. D. A.



■ ■ ■ Très chères Halles

Le Forum des Halles a toujours été sujet à controverse. Depuis la démolition sauvage des pavillons Baltard en 1973 et le transfert à Rungis du « ventre de Paris » cher à Zola, le cœur de la capitale n'est plus qu'un gigantesque carrefour piétonnier et commerçant où se croisent chaque jour 800 000 personnes en sous-sol. À défaut de lui redonner son lustre d'antan, Bertrand Delanoë a décidé de faire de ce « chantier pharaonique » son « grand œuvre politico-urbanistique », persifle Hervé Martin, auteur d'un remarquable « Guide de l'architecture moderne », paru aux éditions Alternatives. À terme, une canopée, sorte de résille aérodynamique de 19 000 mètres carrés, devrait surplomber l'actuel centre commercial niché dans le trou des Halles. Lequel sera remodelé de fond en comble. Coût prévisionnel global de l'opération : 800 millions d'euros. À la mairie, Anne Hidalgo se réjouit qu'au terme de deux ans et demi de négociations Unibail, l'exploitant du centre commercial, se soit engagé à verser 238 millions d'euros à la ville pour devenir propriétaire des commerces. « Nous avons par ailleurs signé une clause de retour à meilleure fortune », précise la première adjointe. Les deux architectes chargés du chantier, Patrick Berger et Jacques Anziutti, veulent procéder à une remise à

plat du parvis, afin de permettre « une double continuité visuelle horizontale » de la rotonde de la Bourse de commerce au Centre Pompidou. L'idée est de créer un jardin extraordinaire composé d'arbres, de pelouses, de prairies et de jeux d'eau. Seules les vaches sont absentes du cahier des charges. D. D.

Jean-Bouin : un cadeau à Max ?

C'est un match bien peu sportif qui dure depuis plusieurs années sur le terrain de Jean-Bouin. Le stade de la Porte d'Auteuil est l'enjeu d'un choc frontal entre le maire de Paris (PS), Bertrand Delanoë, et le leader de l'opposition municipale (UMP), Jean-François Lamour. Objet : l'édification d'un nouveau stade de 20 000 places entièrement voué au rugby. Le chantier a démarré,

Translucide. Une canopée surmontera les jardins du Forum des Halles.

POUR LA MAIRIE, UN NOUVEAU STADE DE RUGBY N'A RIEN D'INCONGRU. POUR SES OPPOSANTS, IL S'AGIT LÀ D'UN « FAIT DU PRINCE » À 200 MILLIONS D'EUROS.



Maille métallique. Maquette du nouveau stade de rugby Jean-Bouin.

mais ses opposants poursuivent la bataille qu'ils livrent contre ce projet depuis 2007. La justice n'examinera qu'en janvier leur recours contre le permis de démolir, et ils se sont déjà attaqués au permis de construire. « Nous demandons le maintien du caractère omnisports de ce stade », dit Agnès Popelin, porte-parole du collectif de riverains, et nous contestons la construction de bureaux et de galeries commerciales dans l'enceinte plutôt que de gymnases pour enfants. » Pour la mairie, que Paris se dote d'un nouveau stade, comme nombre de villes européennes, alors que le rugby est en plein rayonnement dans la capitale, n'a rien d'incongru. Pour ses opposants, il s'agit là ni plus ni moins d'un « fait du prince », sous la forme d'un cadeau de 157 millions d'euros – voire 200 millions d'euros – octroyé au Stade français, présidé et détenu à 72 % par un proche de Bertrand Delanoë, Max Guazzini. En mars, la cour administrative d'appel a confirmé le jugement du tribunal administratif, selon lequel en 2004 la mairie n'avait pas respecté la mise en concurrence pour l'attribution de la concession de Jean-Bouin ; mais le Conseil d'Etat vient de donner raison à la mairie de Paris... En attendant la fin des travaux – prévue en 2013 –, le Stade français joue ses matchs à Charlety et au Stade de France. Et pourquoi ne pas y rester ? se demandent les opposants

au projet Jean-Bouin. « *Tout ça pour une dizaine de matchs par an !* » attaque Jean-François Lamour. Jacky Lorenzetti, le président du Racing-Métro, le grand rival de l'équipe de Max Guazzini, est en train de construire un stade à Nanterre. Avec des fonds privés. J.C.

Tensions à Roland-Garros

Pas touche aux Serres d'Auteuil ! En soutenant l'extension du stade Roland-Garros, Bertrand Delanoë a déclenché une levée de boucliers chez ses alliés Europe Ecologie-Les Verts et même ses amis François Hardy, Erik Orsenna et Nicolas Hulot. Les 235 millions d'euros du projet – construire une enceinte semi-enterrée de 5 000 places sur le site des petites serres voisines et non sur celles du XIX^e siècle classées – sont entièrement financés par la FFT, associée au projet. La mairie de Paris le soutient mordi-



cus. Roland-Garros est à l'étroit, ne s'étendant que sur une surface de 8,5 hectares – deux fois moins que ses concurrents de Wimbledon ou Melbourne. Et Gonesse et Marne-la-Vallée – voire Versailles – proposent à la FFT – qui rendra sa décision le 11 février – plus de 20 hectares gratuitement. Et sans polémique. J.C.

Le 104 repart de zéro

Rénové à grands frais (environ 100 millions d'euros), le 104 de la rue d'Aubervilliers devait être la vitrine culturelle de Bertrand Delanoë. Las ! Deux ans après son ouverture, ce haut lieu artistique, installé



Renouveau. Après des débuts poussifs, le 104 change de direction et de programmation.

sous la halle Baltard des anciennes pompes funèbres, a failli sombrer corps et biens. La faute à une programmation « prise de tête ». L'opération de survie a été confiée à José Manuel Gonçalves, qui, à partir du 11 décembre, entend proposer des « attractions » populaires de qualité. Au programme : « Manège », de Royal de Luxe, et Arthur H, entre autres. D.D.

Le pharaonique Louxor

Le cinéma années 20 du boulevard de Magenta, un temps transformé en boîte de nuit gay, était tombé en décrépitude. En 2003, la mairie achète ce mythique témoin de l'égyptomanie dans l'idée d'en faire un centre d'art et d'essai. Coût de l'opération de rénovation, qui a commencé au printemps sous la houlette de l'architecte Philippe Pumain : 29 millions d'euros. Pharaonique, au regard de la maigre fréquentation que le public réserve à ces programmations élitistes. D.A.



Attentif. Bertrand Delanoë visite le chantier de réhabilitation du Louxor.

Des cyclistes en tête-à-queue

Après le tramway et les couloirs de bus aménagés au milieu de grandes artères, où les piétons risquent de perdre la vie à la moindre inattention, la mairie de Paris vient d'inventer la circulation cycliste inversée : 180 kilomètres de pistes cyclables tracées à contresens, dans les rues où la vitesse de circulation est limitée à 30 kilomètres/heure. Objectif de ce face-à-face : contraindre les



Face-à-face. 180 km de pistes cyclables ont été tracées à contresens.

automobilistes à lever le pied, mais aussi ranger les cyclistes qui, plutôt que de faire un détour, avaient tendance à opter pour le trottoir. La mairie rendra un bilan officiel des accidents l'été prochain... D.A.

Le bide des Trois Baudets

Cet ancien cabaret de Pigalle où Brassens, Brel ou Gainsbourg ont fait leurs débuts a été rénové en 2006 par la mairie pour 7,5 millions d'euros. Début 2009, Bertrand Delanoë en a confié la délégation à une équipe priée de découvrir des talents, qu'il soutient par 450 000 euros annuels de subventions. Pour ce prix, Julien Bassouls et ses associés attirent chaque soir une quinzaine de professionnels venus repérer de futures stars de la scène. « *Un bide monstrueux* », alerte l'Inspection générale de la ville. D.A.

Ce qui va changer Paris

Urbanisme. Comment la capitale va se transformer radicalement au cours de la prochaine décennie.

PAR LAURENCE ALLARD, DOMITILLE ARRIVET
ET CHRISTINE RIGOLLET

2014: des tours aux quatre coins de Paris

Bertrand Delanoë persiste et signe ! De nouvelles tours peupleront le ciel de la capitale. Le Conseil de Paris vient en effet de lever le verrou à la construction d'immeubles de plus de 37 mètres de hauteur. Une règle imposée en 1977 à la suite du traumatisme causé par l'édification de la tour Montparnasse ; 50 mètres seront autorisés pour l'habitation, 180 pour les bureaux.

Il lui aura fallu presque dix ans. Pour avoir une majorité indépendamment des Verts, opposés au projet. Pour que le projet du Grand Paris et les réalisations de sa grande concurrente Londres fassent évoluer les mentalités et surtout pour que la crise du logement impose une plus grande densification. Reste encore à convaincre les Parisiens, qui, dans un dernier sondage, y étaient majoritairement défavorables.

La première tour d'habitation surgira dans le quartier Masséna-Bruneau (13^e) avec le projet de l'architecte Edouard François. Elle sera complétée par quatre tours de bureaux. Suivront, porte de Versailles (15^e), la tour Triangle des architectes suisses Herzog et de Meuron, aux Batignolles (17^e), le tribunal de grande instance, puis d'autres encore aux portes de Montreuil, Bercy, la Chapelle...

La vague Autolib'

Encouragé par le succès du Vélib' (170 000 abonnés), Bertrand Delanoë enchaîne avec Autolib'. Dans quelques jours, le maire attribuera ce marché de 200 millions d'euros d'investissement à Bolloré – à moins que ce ne soit Veolia ou 4 City. Objectif : permettre aux usagers de la capitale de disposer de 3 000 voitures



Végétale. Cette tour de 50 mètres de hauteur à Masséna-Bruneau a été imaginée par l'architecte Edouard François, qui a renové le Fouquet's.

électriques en libre-service, pour 5 euros la demi-heure. D'ici au printemps 2012, la mairie dépensera 35 millions d'euros pour construire un millier de stations et des bornes de recharge. Impact escompté : une diminution de 25 000 voitures immatriculées dans Paris.

Tribunal, PJ et campus

Ce sont de véritables morceaux de ville qui vont transformer le nord et l'est de la

capitale. Ils ont nom Clichy-Batignolles, Bercy-Charenton et Paris Nord-Est et vont concerner – excusez du peu – 50, 115 et 200 hectares !

La nécessité du rééquilibrage est-ouest, heureusement conjuguée à l'opportunité de vastes emprises ferroviaires, a fait naître d'ambitieux projets d'urbanisme. À l'aide, il est vrai, de quelques centaines de millions d'euros publics et privés. Vont surgir de terre des milliers de logements et de bureaux, des commerces, des écoles, des squares, et même des rues ou des stations de métro, mais aussi des équipements prestigieux : à Batignolles, la cité judiciaire regroupera le tribunal de grande instance et la police judiciaire. Entre la porte de la Chapelle et Aubervilliers, un campus universitaire à vocation internationale accueillera, à partir de 2016, 12 000 étudiants.

Pour ces territoires en couture entre la ville et les communes riveraines, voire à cheval entre Paris et sa banlieue (qui héberge une partie des projets), la mairie a fait appel à des urbanistes et des architectes de pointe : Richard Rogers, Jean Nouvel ou le jeune Djamel Klouche. Le pari est de taille. Car, pour rapprocher les deux rives du périphérique et construire la « ville du XXI^e siècle » chère à Anne Hidalgo, il faudra commencer par « compacter » deux échangeurs tentaculaires, couvrir des voies ferrées et une partie du périphérique ! ■



Nouvelle génération. Des logements pour étudiants et une école primaire à Clichy-Batignolles en 2013.

VILLE DE PARIS / PHILIPPE K-RIVP